

**Rappel** : la COP 25 s'est tenue, en Espagne, à Madrid en substitution du Chili. Cette COP devait arrêter les dispositifs d'application de l'Accord de Paris. La COP26, programmée à Glasgow en 2020 doit en effet présenter le bilan de l'application du dispositif pre-2020, enregistrer des NDCs révisées en ligne avec l'objectif des 2°C arrêté à Paris et enfin les divers mécanismes de suivi de l'AP -règles de marché carbone, dispositif de transparence, bilans quinquennaux, financement adaptation et des pertes et préjudices, transfert de technologies, liens avec ODD, biodiversité, etc. Une COP sous l'influence de rapports scientifiques alarmant sur la poursuite de la hausse des GES et l'accélération des impacts de la hausse des températures, notamment sur le domaine eau (océans, glaciers et eaux continentales) et alors que les intentions affichées par les Etats (les NDCs) restent loin de la perspective de limiter le réchauffement global à 2°C

## 1 visibilité dossier eau

Une demi-journée officielle a été consacrée au secteur de l'eau. Mais comme lors des précédentes COP depuis Paris, ce fut plus l'occasion d'un débat entre acteurs de l'eau que d'un échange avec les autres secteurs d'activité susceptibles d'être impactés ou de proposer de nouvelles solutions pour lutter contre les impacts des changements climatiques. Le dossier eau a néanmoins bénéficié d'une bonne visibilité grâce à de nombreux événements, notamment en lien avec les ODD (dont l'ODD6) ou la protection de la Biodiversité à l'initiative de divers organisateurs (Pays-Bas, Siwa, UNDP, UNEP, Unesco, Comite 21, Climate Chance...)

Dans ce contexte, le Partenariat Français pour l'eau (PFE) a organisé plusieurs événements mobilisant des acteurs nationaux sur le pavillon France et le pavillon Francophonie et a produit plusieurs documents très appréciés (voir sur le site du PFE)

- Un recueil de recommandations issues de l'expérience des membres du PFE
- un nouveau recueil de réalisations "climato-sympathiques" mises en oeuvre par des acteurs du PFE (voir sur le site du PFE).
- un n°2 de la série "Mieux connaître pour mieux gérer" sur Complémentarité entre données de terrain et données satellitaires

Au-delà de l'urgence liée aux impacts des changements climatiques sur les eaux continentales et littorales, les principaux messages du PFE ont porté sur les points suivants,

- 1 Améliorer connaissances sur les risques d'aggravation des événements extrêmes (sécheresses, inondations, typhons, etc) au niveau régional
- 2 Mieux évaluer impacts d'un fort développement des puits naturels sur les ressources en eau
- 3 Relancer l'agenda de l'action et le Partenariat de Marrakech (PM)

Sur 1 et 2 le PFE souhaite une expertise de l'état des connaissances par le GIEC et le lancement de nouveaux programmes de recherche. Sur le GIEC, projet à faire appuyer par ONERC et sur la recherche projet d'organiser en 2020 journée commune recherche/ gestionnaires en collaboration PFE, AG, MétéoFrance

Sur 3, les Pays-Bas nous ont fait part de leur décision d'organiser, via la Global Commission on Adaptation qu'ils pilotent, un Sommet adaptation en octobre prochain à Amsterdam qui aura une cible eau. Se rapprocher de cette équipe pour cible "eau"

Sur 3 Climate Chance envisage de refaire un Sommet Africain en 2020 suite au Sommet réussi d'Accra en 2019. Ronan Dantec souhaite demander aux équipes de l'UNFCCC de relancer le PM en liaison avec les réunions régionales organisées par UNFCCC

Plusieurs partenaires souhaitent relancer le PM, mais se posent des questions sur les intentions de l'UNFCCC sur ce sujet qu'elle semble avoir négligé en 2019. Un outil pourtant indispensable pour recréer une mobilisation et une dynamique des acteurs non étatiques qui puisse faire bouger les représentants des Etats devenus frileux sur ce dossier.

## 2 organisation de la COP

Très bonne organisation logistique par l'Espagne des espaces de négociations et des espaces des événements qui étaient communs sur l'IFEMA, grand lieu d'exposition de Madrid.

De nombreux événements ont rappelé les alertes des scientifiques et derniers travaux du GIEC avec cette année un accent mis sur les évolutions constatées sur les océans. Ces nouvelles font état d'une forte accélération des phénomènes annoncés (réchauffement des eaux, acidification, montée des eaux). Ainsi la poursuite du rythme actuel de progression des GES pourrait générer une hausse du niveau des mers de 1m à la fin de ce siècle et se poursuivrait au-delà pour atteindre 7m en 2300.

Nombreux rappels aussi des liens à établir avec les ODD et la biodiversité avec de nombreux exemples montrant l'intérêt des solutions fondées sur la nature.

Les organisations du secteur privé étaient aussi bien présentes pour mettre en valeur diverses solutions technologiques ou financières favorables à la lutte contre les changements climatiques et ont diffusé journal des groupes du secteur privé (BSR, CDP, WBCSD, Climate Group, IDB, etc) avec un slogan proche de celui des ONGs "Businesses unite behind the science"

Cette année forte présence des agences des Nations-Unies, de la Chine, Inde, Indonésie, etc..., de plusieurs pays européens (Allemagne, Italie, UK, etc.), des organisations financières multilatérales ou bilatérales, ou du business. Présence modeste africaine sauf pavillon francophonie. Nombreuses interventions du monde du business et des collectivités territoriales, y compris Us ("we are still in")

La France a adopté un format plutôt modeste et institutionnel.

Les espaces officiels et ceux des événements étaient communs, mais comme les années précédentes, une séparation pouvait être constatée entre les lieux de débats dédiés aux négociations et ceux dédiés aux espaces des événements.

## 3 Négociations

Année importante car veille du dépôt en 2020 des NDC qui seront soumises au cycle de 5 ans de suivi et du bilan de l'application du dispositif pre-2020

Sur ces points les négociations ont buté sur de multiples points

**Négociations** : compromis restent à trouver sur les points suivants

1. Application article 6 ( marchés carbone)
2. Mise en place du mécanisme de Varsovie (WIM) pour "Loss and Damage"
3. Champ et financement du dossier adaptation et prise en compte des propositions du Comité d'Adaptation.
4. Prise en compte des travaux du GIEC et notamment des déficits de connaissance qui devraient être comblés dans les observations systématiques (intéressant pour notre dossier eau)
5. Cadre de transparence : que mesure-t-on, à quelle périodicité et sur quelle période doit-on rendre des comptes (concerne le pre-2020, et ensuite les bilans quinquennaux)

Sur les crédits carbone, subsistent de nombreuses difficultés entre pays "acheteurs" et pays "receveurs" notamment afin d'éviter les double compte. Beaucoup de désaccords, aussi, entre pays africains sur ces problèmes qui explique, sans doute leur relative inefficacité : les pays africains francophones, en particulier, sont "méfiants" car ils ont peu de programmes de réduction de GES "à échanger" faute d'être de gros producteurs de GES, mais ils ne sont pas d'accord non plus pour mettre dans la balance leur potentiel de puits de carbone.

Le mécanisme pour pertes et dommages arrêté à Varsovie reste, aussi, en panne : les pays pauvres concernés attendent sur ce point un mécanisme spécifique d'indemnisation là où les pays donateurs estiment que les financements climat mis en place et les assurances peuvent couvrir ces problèmes.

Enfin sur l'adaptation, l'absence de définition claire reconnue collectivement par l'UNFCCC du champ visé et des conditions d'accès ne permet pas d'établir des bilans faisant consensus entre pays donateurs et pays receveurs. Les diverses études publiées (OCDE, WRI, GCA, etc) montrent qu'on reste loin des 50% des financements climat promis en faveur de ce type d'action (selon un bilan de l'OCDE de septembre 2019, environ 1/5 des financements climat visent des programmes d'adaptation dont 8 % concourant à la fois à l'adaptation et l'atténuation).

Devant les difficultés, beaucoup de négociations ont fait l'objet de réunions en petits comités et il y a eu très peu d'échanges entre acteurs de la société civile et représentants des Etats. Ces discussions révèlent des oppositions connues classiques entre pays développés et pays en développement, mais aussi des divergences dans les intérêts de plusieurs pays au sein du groupe des PED. Les retards pris sur la promesse de réduction des GES et les conséquences en termes d'impact climatique mise en évidence par le GIEC ont conduit les négociateurs à privilégier les items relatifs à l'atténuation, ce qui a généré des mécontentements des pays pauvres plus sensibles aux dossiers adaptation et pertes et préjudices.

En plénière, jeudi soir les Pt du SBSTA et du SBI rendent compte des conclusions des négociations de la semaine. La majorité des points en suspens n'ont pas trouvé d'accord et sont renvoyés à la Conférence de Bonn.

Les séances de clôture de vendredi et les prolongations jusqu'à samedi ne permettront pas de progrès significatifs.

## Conclusion

Le PFE envisage de poursuivre son action de plaidoyer en 2020 sur 4 actions principales

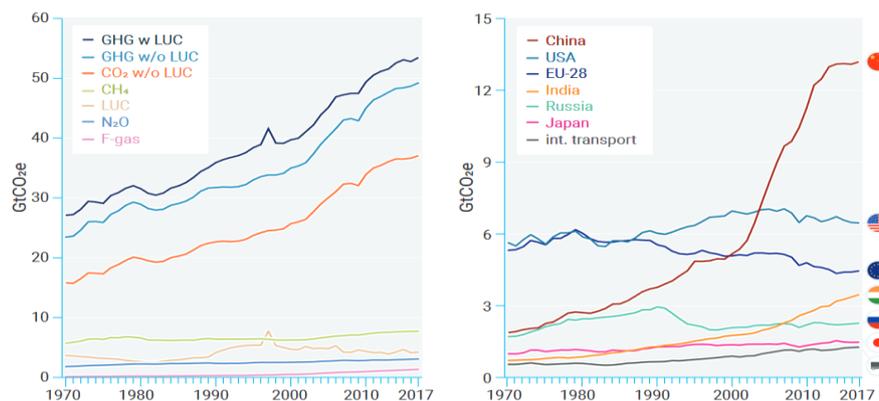
- Poursuivre l'instruction d'une demande d'un rapport "eau" au GIEC (expertise dossiers connaissance et impacts des puits naturels), via Etat et via Mme Masson-Delmotte
- Relancer l'agenda des solutions et le Partenariat de Marrakech via le Sommet de l'adaptation organisé par les hollandais ou (et ?) via Climate Chance

- Organiser une journée eau/climat d'échange avec les chercheurs avant la prochaine COP (projet PFE-Adour-Garonne, Météo France)
- Poursuite du projet sur la mise en œuvre de la composante eau des CDN dans quelques pays francophones (avec Réseau Climat Développement, GWP, AFD, Coalition Eau)

Pour les acteurs de l'eau l'ouverture vers les autres secteurs reste à confirmer. Le dossier de l'eau n'apparaît pas comme un sujet majeur des négociations (la COP 25 était ciblée sur les océans), mais reste souvent ciblée dans les side-event; on peut noter, cette année, une ouverture certaine des organisateurs sur les ODD, la biodiversité, les solutions fondées sur la nature. La communication du Conseil Mondial de l'Eau, pour le prochain Forum Mondial de l'Eau à Dakar en 2021 gagnerait à établir des liens plus forts avec la COP Climat, les ODD ou la COP Biodiversité. C'est l'attitude de nos collègues hollandais qui, dans le montage du prochain Sommet sur l'adaptation, mobilise fortement les agences des Nations-Unies et les acteurs internationaux mobilisés dans les initiatives onusiennes. Vouloir faire cavalier seul est une erreur de la part du CME.

Pour les négociations, l'écart entre les déclarations de bonnes intentions des Etats sur l'urgence et l'absence de décisions est patent. A la veille de 2020 les éléments principaux de concrétisation de l'AP, bilan pré-2020 et relèvement des CDN ne sont pas là (seuls de petits pays représentant moins de 10% des rejets de GES ont présenté de nouvelles propositions), l'écart entre réalités scientifiques et déclarations officielles des Etats de vouloir respecter l'accord de Paris de 2°C devient une illusion. La présentation par l'UNEP du bilan 2019 d'évolution des GES fait apparaître clairement une poursuite de la hausse des GES en 2018 et la faible mobilisation des pays grands émetteurs.

Figure 2.3: Global greenhouse gas emissions per type of gas (left) and top greenhouse gas emitters excluding land-use change emissions due to lack of reliable data (right).



Source: EDGAR v5.0/v4.3.2 FT2017 CO<sub>2</sub> (Olivier et al., 2018) and Global Carbon Project (Le Quééré et al., 2018).

Au final aucune annonce significative n'a été faite, sauf l'engagement de la Commission de proposer d'aller vers la neutralité carbone en 2050 (disposition encore soumise à l'accord du Parlement et du Conseil et non accompagnée de l'engagement d'aller vers les 55% de réduction des GES à horizon 2050 qui fait toujours dissensus entre pays de l'UE)

La mobilisation réelle de beaucoup d'entreprises et collectivités locales est-elle un substitut pour positiver? La campagne de Greta Grunberg et la forte mobilisation des jeunes en appui suffira-telle à faire bouger les lignes? Le PFE doit-il sonner l'alarme pour notre domaine de l'eau ou rassurer en faisant valoir qu'il existe des solutions possibles à mettre en œuvre? Est-il utile possible de maintenir cette fiction qu'il continuerait à exister un chemin vers les 2°C de l'Accord de Paris?

Le slogan retenu pour cette COP était "time for action": on a pu noter dans les initiatives des acteurs non-étatiques sur les pavillons et lors des side-events une véritable mobilisation de beaucoup

d'acteurs, ce qui a conduit certains à dire que les acteurs non-étatiques sont très souvent bien plus "en avant" que les négociateurs officiels.

Cette COP s'est close, dans la difficulté et avec très peu de progrès : aucune feuille de route définie pour engager une hausse des ambitions, hors l'UE aucun engagement des pays gros émetteurs, incompréhensions persistantes entre pays riches et pays en développement sur le financement de l'action climatique pour l'adaptation et les pertes et dommages, désaccords persistant sur l'organisation de marchés de carbone.

Point positif : de nombreux représentants des collectivités locales et des entreprises ont montré leur volonté d'aller de l'avant et que des solutions étaient, aujourd'hui, à notre portée. De nombreux jeunes, tant lors d'une manifestation géante au centre de Madrid, que sur le site de la COP ont appelé les Etats à sortir de leur immobilisme en appelant tous à être, selon le slogan avancé par Greta Gunberg, "united behind science"



Un appel que les "négociateurs" entendront peut-être pour les prochaines réunions de Bonn et de la COP de Glasgow?

Le résultat des négociations est très décevant. Tout cela augure mal de ce qui pourra être présenté à la COP26.

C'est inquiétant pour l'avenir de l'accord de Paris

## LE PROGRAMME DES EVENEMENTS DU PFE A LA COP25

DATE ET HEURE	TITRE DE L'EVENEMENT	LIEU	ORGANISATEURS	DESCRIPTIF
Mardi 3/12 10h-11h30	L'eau, une opportunité pour faire face aux impacts du dérèglement climatique - Les solutions des acteurs français du domaine de l'eau	Pavillon France	PFE	A l'occasion de la sortie de la publication « Eau & Climat, place à l'action : Les réalisations des acteurs français, les membres du PFE partageront des actions concrètes développées sur les territoires pour la gestion de l'eau et des milieux aquatiques qui permettent à la fois de faciliter l'atteinte de nombreux objectifs de l'Accord de Paris ET de l'Agenda 2030.
Vendredi 6/12 10h-13h	<i>Demi-journée eau</i> Just Add Water: Solutions for the 2020 NDCs and beyond	Global Climate Action event	PFE, AGWA, SIWI, GafWaC, IUCN, FAO, UNESCO-PH, WWC	Cette session vise à rassembler des acteurs de l'eau et des spécialistes d'autres domaines afin de faciliter la diffusion de bonnes pratiques dans le domaine de l'eau et du climat. Elle se divisera en deux sous-sessions : (i) résilience urbaine à travers un équilibre entre solutions vertes et grises, (ii) la chaîne de valeur « alimentation & foresterie » : connecter les projets de la source à la mer.
Vendredi 6/12 13h-14h30	Place à l'Action Climatique ! Les réalisations des acteurs français du monde de l'eau	Pavillon Francophonie	PFE	Le PFE souhaite à travers cet événement présenter des actions concrètes développées sur les territoires et à différentes échelles pour la gestion de l'eau et des milieux aquatiques, l'occasion pour les acteurs du domaine de l'eau de rappeler que l'eau est un levier dans la lutte contre le dérèglement climatique mais aussi dans l'atteinte des cibles de l'Agenda 2030 !
Vendredi 6/12 16h-16h45	Aquatic Nature-based Solutions: Adapting to climate change & delivering multiple benefits across sectors	Action Hub	RIOB/GafWaC, PFE, IUCN, AGWA, SIWI, WWC	A travers la présentation de projets types menés par les signataires de la Déclaration internationale sur les Solutions fondées sur la Nature, cet événement montrera comment les solutions aquatiques peuvent répondre à la fois aux défis climatiques et à ceux de la biodiversité. Ce sera également une excellente opportunité de promouvoir la plateforme Nature4Water qui répertorie ces solutions aux multiples bénéfices dans tous les secteurs.
Samedi 7/12 11h-12h30	Objectif révision 2023 : la composante « eau » des Contributions Déterminées au niveau National dans les politiques publiques et stratégies nationales des pays d'Afrique francophone	Pavillon Francophonie	PFE, RC&D	L'eau est une composante centrale des Contributions Déterminées au Niveau national (CDN), notamment dans les pays d'Afrique francophone. Leurs contenus sont cependant hétérogènes d'un pays à l'autre. L'événement vise à échanger sur les retours d'expériences des acteurs publics et privés et de la société civile français et des pays Africains francophones sur l'élaboration des CDN, des plans nationaux et des projets liés à l'eau ainsi que de leur financement.
Samedi 7/12 13h15-14h45	Ecosystem-based adaptation in the water sector: when green and grey make blue!	Salle 2	RIOB, PFE, Helvetas Swiss Intercooperation	L'adaptation basée sur les écosystèmes dans le secteur de l'eau mobilise des solutions « sans regrets » basées sur la Nature, y compris une gestion des terres et des forêts résilientes qui fonctionne parfaitement à l'échelle des bassins, des rivières et aquifères. La session présente des études du monde entier, y compris des régions andines, de l'est de l'Asie et des régions africaines.
Mardi 10/12 18h30-20h00	Climate-resilient water management approaches	Salle 1	UNESCO, UNECE, WMO, UNDP, UNU-INWEH, UNCCD, ESCWA, SIWI, AGWA, WWC, GWP, PFE, ILO, WHO, IOM, OHCHR, UNICEF, CBD, IWMI	Cet événement a pour but d'informer les participants ainsi que les négociateurs de la CCNUCC sur les principales conclusions de la note de l'ONU-Eau illustrées par des réalisations présentées par les Etats-membres et experts sur les différents thèmes identifiés dans cette note.